



Le Nicaragua: un enjeu toujours aussi stratégique

par Marcel Gosselin
du SLAM

Au moment où Reagan brandit de façon grossière le spectre communiste — prêt à envahir le Mexique — pour débloquer un budget d'aide de 100 \$ millions aux «contras», quelle est la situation du Nicaragua?

Dans le présent article, je m'attarderai aux trois sujets suivants: d'abord les conséquences de la guerre d'agression qu'y mènent les Américains avec le concours des contras; ensuite quelques éléments de réflexion sur la question des droits humains au Nicaragua; finalement, certaines perspectives d'évolution du conflit.

J'ajoute, en encadré, une brève description des objectifs et activités du comité de solidarité avec l'Amérique centrale, auquel j'appartiens(1).

1. Les coûts de la guerre

Pour la seule année 1985, il y a eu 4 770 victimes de la guerre(2): 1 463 mort-e-s, 1 455 personnes enlevées et 1 852 blessé-e-s. Entre janvier 1980 et janvier 1986, ce sont 12 332 victimes qu'il faut compter: 3 999 mort-e-s, 4 542 blessé-e-s et 3 791 enlevé-e-s; sur ce nombre, 911 étaient des enfants.

Maintenant, si on inclut dans ce triste bilan les victimes contre-

#5 (printemps 86)

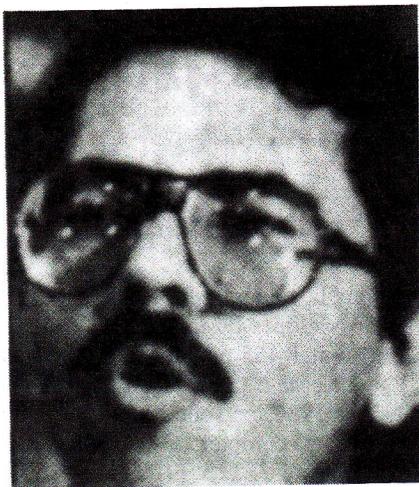
révolutionnaires — eux-mêmes victimes, dans un certain sens, de l'agression américaine — nous obtenons le chiffre de 23 882 victimes de la guerre, dont 13 930 mort-e-s. Pour une population équivalente à celle des États-Unis, cela ferait plus d'un million de morts — 116 000 mort-e-s pour une population comme celle du Canada. N'est-ce pas incroyable? Et certains oseront se surprendre que le Nicaragua se tourne vers le bloc de l'est pour obtenir aide et assistance!

Mais ce n'est pas tout. Déjà que le Nicaragua devait consacrer autour de 50 à 60% de son P.N.B. à l'effort militaire, il se retrouve pour l'année '85 avec un déficit accru de 108 \$ millions (U.S.) de sa balance des paiements, dont 89 \$ millions (U.S.) de plus à son déficit commercial.

En outre, 120 000 personnes ont été déplacées de leurs terres en 1985 à cause de la guerre; de ce nombre, 33 000 ont été relocalisé-e-s dans une cinquantaine de campements. Plus de 250 000 personnes — sur une population de 3 000 000 — ont été touchées par les dommages causés à des centres de santé et hôpitaux. Enfin, 48 écoles ont été détruites par les contras — ces «combattants de la liberté», comme les appelle Reagan — et 502 centres d'éducation ont dû cesser de fonctionner à cause de la guerre, touchant environ 100 000 personnes, de l'élémentaire à l'éducation aux adultes.

2. La situation des droits humains au Nicaragua

La loi des mesures d'urgence(3) votée par l'assemblée nicaraguéenne le



15 octobre dernier en a inquiété plus d'un-e: était-ce un nouveau pas dans la direction du totalitarisme? Beaucoup de journaux bourgeois occidentaux ont vite conclu en ce sens: on alla jusqu'à comparer le gouvernement sandiniste à une dictature du type Pinochet, au Chili. Encore dernièrement, l'éditorialiste Guy Cormier, de La Presse, qualifiait le président Ortega de «tout sauf un grand ami de la démocratie»(4).

Ceci dit, c'est une chose d'être critique à l'endroit de la politique nicaraguéenne — y relever les abus ou erreurs —, mais c'en est une autre de conclure à l'anti-démocratie, au totalitarisme. Quelle a été la position de M. Cormier en 1970, lors de l'application de la loi des mesures de guerre au Canada — justifiée par la mort d'un politicien et l'enlèvement d'un autre? A-t-il conclu que le Canada était devenu totalitaire? Imaginez ce qu'aurait fait le gouvernement canadien dans le cas d'une guerre insurrectionnelle imposée de l'extérieur et qui aurait fait 100 000 mort-e-s. N'y a-t-il pas là deux poids, deux mesures? Ça semble évident.

Le rapport 1985 d'Amnistie Internationale rapporte des cas de détention d'opposants au régime, de tortures et même d'exécutions sommaires de la part des forces sandinistes depuis 1982. Mais dans la plupart des cas les gens ont été remis en liberté et, pour ce qui est des tortures et exécutions — dans les zones de guerre —, les coupables ont subi des procès et ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Il n'est donc pas fait mention de politique de répression systématique à l'endroit des opposant-e-s au régime. Par contre, le rapport fait aussi état de nombreux cas de torture et d'exécution de la part des forces du FDN (les contras). Amnistie a même eu en main un document du FDN qui recommandait de «neutraliser» les civils soupçonnés de collaborer avec le gouvernement ainsi que de tuer les représentants locaux du gouvernement. N'oublions pas que c'est ce même FDN que Washington soutien à bout de bras.

Enfin, disons que les critiques dont nous avons entendu le plus parler ces derniers temps à propos du régime sandiniste portaient sur une supposée répression à l'endroit de l'Église catholique. À ce propos, il faut savoir qu'au Nicaragua il existe à proprement parler deux Églises catholiques: celle de la hiérarchie, carrément anti-sandiniste et pro-américaine, avec à sa tête le nouveau cardinal Obando y Bravo, et celle



des communautés de base — l'Église populaire — qui appuie le gouvernement et travaille activement à la construction d'un nouveau Nicaragua.

La décision gouvernementale de fermer «Radio Cat-a2-lica», organe central de diffusion du point de vue de la hiérarchie catholique, a été prise dans ce contexte de guerre qu'on ne doit pas perdre de vue. La junte sandiniste a craint, selon ses dires, une jonction entre les forces «intérieures» d'opposition — hiérarchie religieuse, partie de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie — et les forces extérieures — les contras. Avec ce qu'on disait plus haut sur les conséquences de la guerre, sommes-nous en mesure de condamner cette décision?

En conclusion, malgré des limites aux droits et libertés, il faut dire honnêtement que la révolution sandiniste, après sept ans d'existence, est encore garante de démocratie. Le pluralisme politique y existe vraiment(5), on y pratique l'économie mixte et la liberté de culte y est toujours aussi présente. Mais, comme le souligne Albert Juneau dans «Le Devoir» du 4 avril, «tout se passe comme si les USA cherchaient à exagérer la menace que représente le gouvernement sandiniste pour forcer celui-ci à durcir sa politique intérieure et à limiter les droits et libertés».

3. Les perspectives

Reagan obtiendra-t-il ou non les 100 \$ millions d'aide aux contras qu'il réclame depuis quelques mois? Quel sera le vote de la Chambre des Représentants, maintenant que le Sénat a voté en faveur de Reagan? Quoi qu'il en soit, il n'en sortira rien de bon pour le Nicaragua, car le débat entre républicains et démocrates porte beaucoup plus sur le

montant, les formes et les conditions de versement que sur le fait d'aider ou non les contras. Managua n'a donc présentement aucune carte à jouer dans ce débat qui se déroule à Washington(6).

Le gouvernement sandiniste compte désormais beaucoup plus sur l'émergence d'un «point de vue latino-américain» à propos de la crise en Amérique centrale et, de ce côté, certains espoirs sont permis.

D'autre part, le groupe de Contadora — Mexique, Colombie, Vénézuéla et Panama — a pris un deuxième souffle avec la formation du groupe d'appui — Pérou, Brésil, Argentine et Uruguay —. Depuis, vers la mi-janvier, était publié le «Message de Carabaléda», signé par la grande majorité des pays centro-américains — y compris le Honduras, le Salvador et le Guatemala — et sud-américains. On y propose «l'arrêt de l'appui extérieur aux forces irrégulières qui opèrent dans la région» et «la suspension des manoeuvres militaires internationales dans l'isthme».

D'autre part, les récentes élections au Costa Rica, au Honduras et au Guatemala surtout — le nouveau président Cerezo a fait de la paix régionale une de ses priorités — ont contribué à cette émergence. À ces deux éléments, s'ajoute la question de la dette extérieure qui touche les pays les plus importants de ce continent et qui est en voie de devenir un facteur d'unité sans précédent. Ainsi, à la fin-février, le Mexique, le Brésil, l'Argentine, la Colombie, l'Uruguay et le Vénézuéla faisaient front commun pour exiger de leurs créanciers des modifications importantes sur la façon de remettre leurs dettes.

Vers la même période, des représentants de 115 partis politiques de différentes tendances, autant d'Amérique latine que des Caraïbes, étaient réunis à Managua pour discuter de la crise centro-américaine. À la fin de la conférence, on s'est entendu pour demander à Washington de cesser sa politique d'agression en Amérique centrale.

Bref, tous ces éléments devraient nous encourager à faire nous aussi notre part, si modeste soit-elle, dans la défense du Nicaragua.

1. *Le SLAM (solidarité Laurentides-Amérique centrale).*
2. *Source: éditorial de «Barricada Internacional», 26 février 1986 — point de vue officiel du FSLN.*
3. *Cette loi existe depuis 1982; elle avait été suspendue avant les élections de 1984.*
4. *Journal «La Presse», éditorial du 26 mars 1986, B2.*
5. *Il y a au moins six partis politiques très différents, à droite comme à gauche du FSLN — Front Sandiniste de Libération Nationale.*
6. *Ce qui ne doit pas faire oublier les appuis importants de la gauche et des progressistes américains — ex. le mouvement des sanctuaires.*
7. *Sans toutefois nous faire d'illusion sur la volonté de ces nouveaux gouvernements d'améliorer le sort de leurs peuples respectifs.*

Le comité «Solidarité Laurentides-Amérique centrale» (SLAM)

Notre organisme de solidarité existe officiellement depuis mai 1984, sous l'impulsion de deux de nos membres qui étaient allés en voyage d'exploration au Nicaragua.

Nos principaux objectifs sont:

- de développer une solidarité qui soit un véritable échange entre les peuples d'Amérique centrale et la population des Laurentides;
- de développer largement — mais prioritairement dans les classes populaires — une conscience des enjeux des luttes de ces peuples contre le sous-développement et l'impérialisme, pour la liberté et la paix;
- de clarifier la nature des intérêts d'une grande partie du peuple québécois dans la libération des peuples d'Amérique centrale;
- de former des personnes capables d'intervenir dans leurs milieux sur les questions touchant les peuples d'Amérique centrale;
- enfin, d'intervenir sur les orientations des politiques canadiennes et québécoises envers l'Amérique centrale et le tiers monde en général.

Depuis, voici un aperçu des activités que nous menons:

- Participation aux activités annuelles du Réseau québécois des comités de solidarité avec l'Amérique latine: marathon de Montréal («Avec les peuples d'Amérique centrale»), campagne «Outils pour la paix» (les deux plus importantes), etc.
- brigades au Nicaragua. Par exemple, l'an dernier, nous étions 18 hommes et femmes, de différentes conditions sociales — assisté-e-s social-e-s, chômeurs, étudiant-e-s, ouvriers, professeurs, mères de familles — de différents âges et de différentes croyances, à nous rendre au Nicaragua pour un mois. Nous apportions avec nous argent, outils, messages de solidarité et, surtout, notre volonté d'apprendre des Nicaraguéens. Nous n'avons pas été déçus. Nous en avons rapporté un diaporama et un vidéo. Une autre brigade y retourne cet été pour faire le suivi des projets que nous appuyons en milieu paysan et pour

voir à l'élaboration d'autres projets pour les années à venir.

- publication mensuelle, depuis un an et demi, d'une revue de presse sur l'actualité centro-américaine à partir de journaux et revues du Nicaragua, du Mexique, des États-Unis, de France et du Canada.
- soirées d'information publique en collaboration avec d'autres organismes de solidarité (films, conférences, etc.).
- sessions de formation pour nos membres (une quinzaine d'individus) avec invitations occasionnelles à d'autres personnes.
- enfin, prises de position, à l'occasion, dans les médias régionaux, sur une question importante.

Note: pour recevoir une copie de (ou un abonnement à) notre revue de presse ou toute autre information sur notre comité, on peut nous écrire à:

SLAM
C.P.334
St-Jérôme, Qué.
J7Z 5T9